

Ce que vous faites au Pays de Galles, c'est fabriquer un désert et le baptiser « prospérité ».

Je ne connais qu'une seule nation européenne qui soit gouvernée aussi mal que le Pays de Galles :

C'est le peuple de Bretagne où le gouvernement français délibérément essaie de détruire la nation.

Gwynfor EVANS.  
(voir page 3)

# L'AVENIR de la Bretagne

JOURNAL NATIONAL BRETON ET FEDERALISTE EUROPEEN

15 sept. 1966 - N° 11 (nouvelle série) - mensuel paraissant le 2<sup>e</sup> jeudi - Réd. B.P. 296 St-Brieuc - Tél. 33-35-88 - Adm. B.P. 89 Brest - C.C.P. Rennes 1132-86 - Abonnements : un an, 10 F. ; de soutien, 50 F. ; Etudiants et soldats, 5 F. - Le N° 50 c<sup>m</sup>

## HENNEBONT, TANVEZ... LES JEUX SONT FAITS ! POURQUOI ?

L'ANNÉE bretonne, les 1.350 salariés des Forges de Lochrist seront sur le pavé. Depuis 18 ans, les forges sont condamnées. Déjà, en 1959, « L'avenir » dénonçait la société d'exploitation des Forges d'Hennebont comme un organisme de liquidation aux mains de maîtres de forges affairistes. Pas un parlementaire, pas un syndicat n'a, depuis, fait un effort autre que verbal ou ostentatoire. Après le « boum » de 1963 on a feint de croire que la firme rhénane Giebel réunirait Lochrist alors qu'il ne fut question que de 80 emplois. Tandis que le Conseil Général du Morbihan menaçait de démissionner si l'on condamnait les Forges, les grands journaux dirigés par les Préfets tiraient à la une que Schneider et la société belge Esperance-Longdoz sauverait l'aciérie grâce au procédé américain Allegheny-Ludlum de Pittsburgh.

### Nous accusons...

Où nous accusons formellement d'incapacité, le « Comité de défense des Forges » qui faisait siennne la formule parisienne : « On affirme que pour l'avenir le problème doit être résolu par la modernisation et l'extension de l'usine ».

Le Comité donne aux représentants du pouvoir — en l'occurrence l'Association pour la V<sup>e</sup> République — des verges pour adouber les travailleurs des Forges et d'ailleurs.

En effet, le Comité demande à cor et à cri une « Table Ronde ».

Table Ronde avec qui ?

Avec les pouvoirs locaux ? Ils n'existent pas en tant que tels. Et l'U.N.R. le prouve dans son fameux pamphlet « Réponse au tract du Comité de défense des Forges ». Nous citons : « Constitutionnellement les décisions relevant du gouvernement et ne peuvent dépendre d'assemblées IRRRESPONSABLES ». (Seules les

majuscules sont de nous). Fin de citation. L'U.N.R. prononce la son propre réquisitoire car c'est un fait et là est la clef du problème. Irresponsables le Comité de défense, les syndicats irresponsables la CODER, le CELIB, le Conseil Général, le MOB. Seul, le gouvernement de Paris décide par l'intermédiaire de ses préfets. Les intéressés n'ont le droit à la parole que pour exprimer des doléances. On ne les écoute en haut lieu que d'une oreille distraite tout en pestant intérieurement contre cette perte de temps inutile.

Nous accusons le « Comité » d'incapacité parce qu'il s'est refusé à unir en un seul mouvement populaire tous ces groupements « irresponsables » qui seuls pouvaient sauver les Forges.

### Terre de loisir ou désert de luxe ?

Il faut avoir une bonne dose de crédulité ou avoir des intérêts électoraux quelconques pour espérer ou faire semblant de croire à une aide gouvernementale providentielle pour sauver Hennebont, Tanvez ou Rivière. Il faut ne pas avoir lu « Réflexions pour 1985 » où la mort de notre pays est inscrite en toutes lettres. Il faut ne pas avoir entendu la réponse faite aux cadres de chez Tanvez par M. Abraham, adjoint de Pisani.

(Suite page 6.)

Faïch TREMEL.

### EDITORIAL

## NON-LIEU !

APRÈS l'avenir-salémané nous avons annoncé, au mois de juillet dernier, la mise en liberté provisoire des trois emprisonnés de St-Nazaire, Arvor, Cocher et Gachet viennent de surcroît de bénéficier d'un non-lieu ; ils ne seront donc ni jugés, ni condamnés. Ils auront ainsi accompli quatre mois de prison pour rien. Plus avisé que ses représentants locaux qui s'étaient d'abord opposés à la mise en liberté provisoire, craignant que les inculpés continuent à « troubler l'ordre public », le gouvernement a jugé plus sage d'étouffer l'affaire. Il n'a pas voulu courir le risque de faire des martyrs. Ils nous appartient d'en tirer les leçons...

On ne peut certes que se réjouir, tout particulièrement pour les trois jeunes militants bretons eux-mêmes, que l'Etat français ait jugé bon de suivre le conseil d'apaisement que, rappelant le précédent de l'occupation de la sous-préfecture de Morlaix, nous lui donnions dans notre éditorial du mois d'avril 1966. Après l'acquiescement des militants paysans de Morlaix en 1961, le non-lieu de St-Nazaire en 1966 est incontestablement un acte de sagesse politique de la part des pouvoirs publics. Vis-à-vis de la Bretagne l'Etat a mauvaise conscience. Il sait fort bien que le geste de Morlaix, comme celui de St-Nazaire, comme celui de St-Brieuc, n'ont pour motif que ses propres insuffisances, ses injustices et ses passe-droits. Ces militants bretons qui, fatigués par l'insuccès et l'insuffisance des méthodes d'action légale, osent brandir la menace d'action directe, l'Etat n'ose pas les juger...

Ne sait-il pas d'ailleurs cet Etat, que nous aurions placé le procès de ces militants sur son plan véritable ? Non celui du fait divers, mais celui du colonialisme, celui de l'état de sujétion et de sous-développement dans lequel est tenue la Bretagne. Tout Breton courageux et sincère et en qui la fierté n'est pas morte, soucieux des intérêts de son peuple et de sa patrie, n'a-t-il pas le strict devoir d'y porter remède ? N'est-il pas non plus justifié de penser que tous les moyens sont bons pour arriver à cette fin ?

L'Etat français attend peut-être du geste d'apaisement qu'il vient d'accomplir la mise en sourdine des revendications bretonnes, comme il attendait du geste de Morlaix la mise en sourdine de l'agitation paysanne bretonne. Qu'il ne croie pas que nous nous talons pour autant ! Ces gestes d'apaisement l'Etat est prêt à les multiplier. Il compte sur une politique de « patte de velours », assorties des vieilles rengaines patriotardes et nationalistes françaises, pour conduire les Bretons à la fatigue, à la passivité, à la résignation et, en définitive, à la disparition. Il écoute la CODER ou le CELIB ; mais il se garde bien de suivre leurs avis. Il promet des lois en faveur de la Bretagne ; mais il se refuse de les faire voter. Lors même qu'on les vote, il s'arrange pour ne pas les appliquer...

CETTE comédie va-t-elle continuer ? Les Bretons, l'accepteront-ils encore longtemps ? L'Etat français n'a cure des protestations, des défilés pacifiques, des démarches et des discours. Par contre, et les événements de ces dernières années l'ont montré, il craint l'action directe ; car, ainsi que l'indique l'exemple des Canadiens français, elle entraîne une publicité mondiale. A force de rebuter les efforts et les revendications pacifiques des Bretons, l'Etat ne craint-il pas de leur indiquer ainsi la seule voie qui leur reste ouverte ? Ne pouvons-nous regretter d'être aujourd'hui en droit de nous demander si le chemin de la liberté pour la Bretagne ne passe pas, plutôt que par des assemblées, des défilés ou des discours, par des carreaux cassés, des préfectures occupées et des monuments détruits ?

L'AVENIR de la Bretagne



Les stagiaires de Maël-Carhaix avaient mangé du lion

### Un succès sur toute la ligne

## Le stage de formation civique du M. O. B. à Maël-Carhaix

(Tous les détails dans notre prochain numéro.)

## JEUNES BRETONS 1966

par l'Abbé Pierre BOURDELLÈS

Ceux qui, au cours de cet été, ont rencontré les jeunes de divers stages, sessions, journées d'études, réunions et manifestations, et leur ont parlé, ont été aussi surpris que moi-même de la transformation qui s'est opérée en eux depuis l'an dernier. « ILS ONT MANGÉ DU LION ! » disait un visiteur. — « CE SONT DES RÉVOLTÉS, DES ANARCHISTES », disaient d'autres. — UN JOURNALISTE PARISIEN ME POSAIT CETTE QUESTION : « POURQUOI LES JEUNES BRETONS SONT-ILS ANTI-FRANÇAIS ? » COMME JE RÉPUSIS DE RÉPONDRE PARCEI QUE JE JERMAIS QU'ILS COMPREENAIENT MAL ET QU'ILS POSAIENT MAL SA QUESTION, IL ME RÉPLIQUA : « POUTANT LES JEUNES FRANÇAIS NE SONT PAS COMME CELA ! »

SAVOIR CE QUE PENSENT ET CE QUE VEULENT LES JEUNES NÉS APRÈS GUERRE EST D'UN INTÉRÊT ESSENTIEL POUR TOUS, SURTOUT POUR CEUX QUI ONT DES RESPONSABILITÉS EN BRETAGNE. JE RÉSUME DONC ICI LES CONCLUSIONS D'ENSEMBLE DE PLUSIEURS DISCUSSIONS ENTRE ADULTES, A LA SUITE DE VISITES ET ENQUÊTES AUPRÈS DES JEUNES DANS LEURS STAGES ET DANS LEURS CAMPS. CES CONCLUSIONS ONT ÉTÉ SOUMISES « POUR CENSURE » A QUELQUES JEUNES CHOISIS PARMI LES MOINS « EXCITÉS ».

Ce qui frappe d'abord ceux qui viennent d'ailleurs, c'est que « les jeunes français ne sont pas comme ça ». — Pourquoi en effet le seraient-ils ? Le V<sup>e</sup> Plan prévoit une augmentation des

emplois de 6 % en France, et une diminution de 5 % en Bretagne. Comment les réactions de ceux qui cherchent à construire leur avenir seraient-elles les mêmes dans les deux cas ? Le V<sup>e</sup> Plan verse d'une part des centaines de milliards pour édifier dans le Nord-Est de formidables trais, et à Paris une formidable métropole ; mais cela exige la fermeture des Papeteries Vallées, des Forges d'Hennebont, des usines péche et notre agriculture. Les uns sont comblés, les autres se sentent exploités. Deux jours avant l'annonce de la fermeture des Forges d'Hennebont, disant-ils, Pompidou annonçait la création d'une aciérie près de Decizeville. Nous ne pouvons pas admettre ces inégalités de traitement ».

Il y a, bien sur, des régions en France qui sont déjà vidées, comme le Sud-Ouest et le Massif Central, et qui semblent s'y résigner. Mais les jeunes vous font remarquer qu'il y a de grandes différences entre ces régions et la Bretagne, et la première différence, c'est que ces pays sont morts ; quand on est mort, on ne souffre plus ! Tandis que la Bretagne est un pays encore peuple, encore vivant, que l'on tue, et qui en souffre.

Ils en rendent responsables l'exploitation de forme coloniale par le capitalisme parisien, servi par le pouvoir politique parisien, lequel, qu'il soit de droite ou de gauche, est toujours jacobin et centralisateur.

(Suite page 5.)

### DERNIÈRE HEURE

Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons que si il y a effectivement non lieu pour l'affaire de la sous-préfecture proprement dite Y. Cocher et A. Gachet passeront en correctionnelle le 19 octobre prochain à 14 h., au Tribunal de Grande Instance de Saint-Nazaire pour destruction d'emblèmes « nationaux »





# L'AVENIR de la Bretagne

## A LA CHAMBRE DES COMMUNES, UNE VOIX NOUVELLE

On ne saurait trop souligner l'importance que revêt, non seulement pour le Pays de Galles, mais encore pour tous les peuples celtiques et pour toutes les petites nations de l'Europe de l'Ouest qui sont encore privées des institutions d'Etat, l'élection de Gwynfor Evans à la Chambre des Communes. En douterait-on que la première intervention de ce dernier devant le Parlement de Londres suffirait à lever ces doutes. Sur le ton de parfait homme du monde qui est le sien, il y a tenu un langage entièrement nouveau que les députés britanniques ont entendu avec étonnement. Ses paroles peuvent s'appliquer, au delà du Pays de Galles, à toutes les nations de l'Europe incorporées dans les Etats centralisés qui, leur déniaient encore le droit à l'existence et celui de se gouverner librement.

« Quand vous parlez de la nation, précise Gwynfor Evans à ses collègues, c'est à la nation anglaise que vous pensez. Mais gardez-vous de confondre nation et Etat. L'Etat britannique comprend quatre nations et non pas une seule. Or le pouvoir de l'Etat s'est accru de manière si considérable qu'il suffit à un Etat multi-national de simplement ignorer l'existence d'une nation soit détruite. Qui ne voit l'actualité de ces paroles pour la Bretagne également, et par delà la Bretagne, pour toutes les autres petites nations soumises de notre continent, auxquelles l'Etat qui les englobe refuse la moindre autonomie politique ?

Lorsque Gwynfor Evans s'écrie que depuis que le Pays de Galles a été incorporé à l'Angleterre, en 1536, la politique de tous les gouvernements anglais successifs a été d'assimiler le peuple gallois et ainsi de détruire la nation galloise, quel est le Breton un tant soit peu au courant de l'histoire de son pays, qui ne pense irrésistiblement à la politique d'assimilation et d'intégration pratiquée depuis 1532 en Bretagne, par tous les gouvernements français successifs ? Si le Pays de Galles souffre de l'émigration, si les usines s'y ferment et si les perspectives d'emploi y diminuent au lieu d'augmenter — et ici encore le parallèle avec la Bretagne est frappant — c'est que le gouvernement anglais est plus préoccupé du prestige de l'Angleterre que de s'importer quelle considération sociale ; c'est qu'il place la livre sterling, la bombe atomique, les bases militaires et les reliques d'une grandeur impériale révolue au-dessus des dépenses productives, et qu'il impose ainsi un fardeau intolérable à l'économie galloise. Et d'ajouter le gouvernement Wilson, comme on pourrait le faire du gouvernement Pompidou, d'accepter avec humilité la réalité de la situation actuelle, qui fait que ni l'Angleterre ni la France ni d'autres anciennes grandes nations n'ont aujourd'hui les moyens de vouloir continuer à jouer avec les Grands.

Au milieu de ces considérations pertinentes, Gwynfor Evans n'oublie pas qu'il est aussi Président de la Ligue Celtique « Je ne peux penser qu'à une seule autre nation européenne, dit-il au gouvernement britannique, qui soit aussi mal gouvernée que le Pays de Galles, et c'est la Bretagne où le gouvernement français essaie délibérément de détruire la nation ». Cette allusion conduit la presse britannique à interroger l'Ambassade de France à Londres sur la situation en Bretagne. Cette dernière se crut obligée de faire ressortir à Dennis Johnson, le reporter du Guardian, un des plus grands quotidiens britanniques, que « le mouvement pour la séparation de la Bretagne » était parfaitement légal en France, qu'il n'est « nullement clandestin » et qu'il n'a pas à se cacher... (1).

Face à celle des politiciens de tous les partis, travaillistes, conservateurs ou libéraux en Grande Bretagne, communistes, socialistes, démocrates ou gaullistes en France, tous fiers dans un conservatisme politique qui rend impossible la libération des peuples et la construction d'une Europe humaine, la voix de Gwynfor Evans est celle de l'avenir. Beaucoup, parmi nos notables qui peuplent nos Conseils généraux, les assemblées consultatives, les syndicats, les organisations paysannes, pensent tout bas ce que Gwynfor Evans dit tout haut. Si leurs réunions retentissent plus souvent de paroles de ce genre, la cause qu'ils défendent, et qui est celle de la Bretagne et des intérêts de son peuple, ferait de plus rapides progrès. Il suffit aux Bretons d'oser pour sauver leur pays, et de savoir trouver le mur du silence. Ils trouveront des alliés dans tous les autres petits peuples d'Europe qui veulent, comme le nôtre, retrouver leur place au soleil. Le succès de l'un d'entre eux est automatiquement un succès pour les autres ; nous sommes tous solidaires dans le combat.

Yann FOUERE.

(1) The Guardian, 13 août 1966.

N.D.L.R. — On peut se procurer le texte du premier discours de Gwynfor Evans à H. M. Stationery Office Londres (House of Commons, 26 th of July 1966, Extract from the Official Report).



sec ou à l'eau... buvez la fameuse

**MENTHE PASTILLE**  
LA FRAICHEUR QUI FAIT PLAISIR  
**LIQUEURS GIFFARD ANGERS**  
de vieille et grande tradition

# HENNEBONT, TANVEZ... Les jeux sont faits ! Pourquoi ?

(Suite de la première page)

« Pour nous la Bretagne doit devenir une terre de loisirs ». A une question d'un directeur de l'usine qui demandait : « Ne croyez-vous pas que cela puisse provoquer de graves retours en Bretagne ? » M. Abraham répondit : « C'est possible » mais cela n'avait pas l'air de l'émouvoir...

Désert de luxe ! Terre de loisirs ! Voilà l'avenir qu'on nous destine. Ils cessent l'impression, ils cessent l'affirmer à des hommes anxieux de leur lendemain. Ils ont envisagé sérieusement une révolte des Bretons. Cela aussi c'est prévu, la répression est aussi prévue sans nul doute (l'opération Armor avait-elle un autre but ?)

## Ils se foutent de votre angoisse

Ouvriers d'Hennebont ! Sans souci de votre angoisse, de votre souffrance, sans avoir prévu, comme au Boucau, votre reclassement dans des usines voisines (colle-ci doit être bâties, paraît-il, à la saison des prunes, à des dizaines de kilomètres d'Hennebont), sans contrat de pré-emploi, dans un mépris total du respect de la personne humaine, le pouvoir et ses banquiers vous a traités comme des esclaves, car combien parmi vous seraient obligés de quitter leur famille, après d'âpres discussions entre époux devant les enfants, pour chercher un travail aléatoire dans la partie privilégiée de l'hexagone ? Or compte sur vous, on compte sur vos fils pour faire fonctionner les hauts-fourneaux de Lorraine pendant que notre pays ne verra plus que des uniformes ou des corps demi-nus se bronzant sur nos plages.

Nous ne pourrions vous berra d'illusions. Pour les travailleurs d'Hennebont il est trop tard pour entreprendre dans le cadre actuel une action quelconque. Pour ceux de Guingamp il est presque trop tard. Ça ne tiendra guère que jusqu'aux prochaines élections. Pour avoir maî votre confiance dans les partis dont les sièges sont à Paris, pour vous en être remis aux syndicats aux ordres de Paris, pour avoir espéré en un Gouvernement parisien, vous êtes en partie responsables de la fermeture de l'usine.

## Qui croire ?

Pouvez-vous croire en des parlementaires qui, comme M. Marcellin, vous ont dit de retourner, à bradé Hennebont ? Pouvez-vous croire en Mlle Diénesch qui a refusé de s'occuper de l'affaire Tanvez parce que ça ne dépendait pas de sa circonscription ? Pouvez-vous croire en M. Le Gueh qui a refusé de recevoir les cadres de cette usine et qui les a fait prélever dans l'escalier de la mairie de Guingamp ?

## INTERDICTION DE LA SESSION D'ETUDE DE L'UNIVERSITE D'ETUDES BASQUES ET EUROPEENNES DE PAMPELUNE

L'Université d'études basques et européennes devait tenir sa session d'étude à Iruna-Pampelune (Navarre), du 28 août au 4 septembre 1966, avec participation de nombreux conférenciers basques et européens, notamment : M. Carro Baroja, directeur du musée ethnologique de Madrid, Luis Michelena, professeur à l'Université de Navarre, M. Var Scherdel, secrétaire du Mouvement Européen, et Guy Héraud, etc.

Les autorités provinciales et gouvernementales avaient donné leur accord et n'avaient fait aucune objection au programme de la semaine d'études.

Or au dernier moment — dix jours avant l'ouverture de la semaine — le gouvernement de Madrid vient d'opposer son interdiction.

La déception est grande au Pays basque Nord et Sud et tous les organisateurs subissent un préjudice matériel et moral certain.

Au moment où l'Espagne tend à se rapprocher de l'Europe et prétend libéraliser le régime, un tel comportement situe le degré de démocratisation atteint et ne manque de surprendre.

Guy HÉRAUD,  
Professeur de Droit  
à la Faculté de Strasbourg.

Pouvez-vous croire aux syndicats dont les dirigeants réclament en Bretagne la décentralisation et à Paris vilipendement contre cette même décentralisation ? Vous avez aidé les mineurs du Nord dans leur lutte, vous vous êtes associés à leur combat. Vous ont-ils rendu la pareille ?

Pouvez-vous encore placer votre confiance dans un quelconque parti politique français qu'il soit U.N.R. ou communiste ? Croyez-vous que l'élection de M. Crépeau vous apportera du travail chez vous ? Croyez-vous que le problème le plus important, soit la lutte entre les blancs et rouges ? Non, vous ne croyez plus à toutes ces balivernes ? Vous êtes dans l'angoisse et nous vous comprenons bien. La solution vous échappe encore parce qu'on vous a donné l'habitude de raisonner dans le contexte hexagonal. Vu sous cet angle, il n'y a aucune raison pour que vous n'alliez pas travailler à Dunkerque, Strasbourg ou Marseille : La France entière est votre pays. Non ? Vous devez vous sentir chez vous parmi les mangeurs de choucroute ou les joueurs de pétanque. Non ? Dans ce cas pourquoi ne pas accepter comme les technocrates parisiens de faire une terre industrielle à l'est et un désert à l'ouest ? Vous travaillez onze mois à Longwy et revendez passer un mois à Pornichet. Cela ne vous sourit pas. Nous non plus ! D'abord parce que vous êtes et nous sommes des hommes et qu'on n'a pas le droit d'agir avec les hommes comme avec le bétail. On doit construire des usines où il y a des hommes et non transplanter des hommes là où il y a des usines. Ensuite parce que vous êtes Bretons. Que vous soyez blancs ou rouges, que vous soyez athées ou croyants, vous êtes d'abord Bretons. Vous tenez à vivre à travailler et à vous reposer dans le pays où vous êtes nés. Vous voulez que vos enfants puissent vivre à leur tour en Bretagne et soient prêtres de vous durant votre vieillesse. Vous souhaitez partir au loin, le souvenir de votre clocher ne vous quittera jamais.

## On peut fermer nos usines, nous ne la fermerons jamais

Alors, pourquoi ne pas voir le problème en Breton. Croyez-vous que si nous étions maîtres chez nous nous laisserions tomber des usines de l'importance d'Hennebont ou Tanvez ? Croyez-vous que nous agirions comme le Pouvoir actuel qui importe de la Sardine quand nos pêcheurs ne savent que faire de celle qu'ils ont pêchée et tout cela pour vendre davantage de voitures ?

Les usines sont viables dans le cadre breton et nous le prouverons lorsque nous aurons obtenu l'exécutif nécessaire.

Notre pays est une presqu'île tournée vers la mer et nous avons une conception des échanges que Paris n'a pas.

Il y a dans les nouvelles républiques d'Afrique par exemple des producteurs de minerai de fer. Le néo-colonialisme parisien importe le minerai brut. Nous établirons une coopération entre la Bretagne et l'Afrique — Coopération et non néo-colonialisme — et nous construirons en Bretagne l'équipement nécessaire à la production des fontes.

Avec quel argent ? Avec l'argent breton car nous n'oublions pas que lorsque les Bretons paient 100 F d'impôts, le gouvernement de Paris en investit 54 % dans la « capitale » et restitue à toute la Bretagne seulement 2,9 % même pas 3 %. C'est avec nos impôts que nous sauverons notre industrie lourde.

L'économie de transport est indiscutable, la solidarité populaire envers les pays en voie de développement est indiscutable. Cette modernisation et extension sensible de l'industrie lourde bretonne assurera le pain quotidien à ceux qui sont encore à Hennebont. Les travailleurs bretons déportés à Paris et en Lorraine reviendront prendre leur place chez nous. Le travail ne manquera pas car d'immenses travaux seront nécessaires dans le port de Lorient.

Nous importerons du coke du Pays de Galles à des tarifs concurrentiels car nous ne laisserons plus le bénéfice de cette importation par mer aux charbonnages de France.

Au XV<sup>e</sup> siècle la Bretagne était le pays le plus riche d'Europe parce qu'elle était maîtresse de ses destinées.

Le M.O.B. est là pour vous aider à reconquérir cette nécessaire liberté. Il faut vous grouper autour de son drapeau, le noir et le blanc que vous voyez flotter déjà au Brest, Guingamp ou St-Brieuc. Il ne faut plus vous contenter de C.O.D.E.R. de Conseils généraux irresponsables comme l'avoue pitoyablement l'U.N.R. Il ne faut plus vous laisser diriger par des préfets ou un super-préfet. Vous êtes maîtres, il faut vous diriger vous-mêmes et pour cela exiger avec nous la création d'un pouvoir breton exécutif. Vous ferez comme les Gallois et énerverez des patriotes bretons au Parlement. Vous voterez pour ceux qui se refusent à être placés sous tutelle, mais qui sont prêts à prendre leurs responsabilités et qui de cette terre de ruine qu'on nous destine, feront un pays prospère. Il n'y a rien à espérer du gouvernement pour sauver Hennebont ou Tanvez. C'est dans le peuple de Bretagne que nous trouverons l'énergie nécessaire pour reconstruire notre nation.

Fañch TREMEL.

## Arvor, Cocher, Gachet nous communiquent

Nous remercions vivement les personnes qui nous ont soutenu par leur aide morale, financière (1) et politique, rendant ainsi notre détention plus supportable.

Nous prions celles qui nous ont adressé des lettres ou des colis de bien vouloir nous excuser si nous n'avons pu toujours répondre à ces envois. Nous n'avons pas en effet été avertis de la réception d'un certain nombre de lettres ou de colis.

Il serait trop long de faire ici la liste des groupements ou des personnes dont certains et certaines resteront anonymes.

Il faut néanmoins mentionner les journaux l'« Avenir de la Bretagne », « Ar Vor », « Celtic News », les journaux nationalistes flamands, l'« Union Spirituelle Bretonne », le « B.I.P. », « Bru-

dan ha Skignan », l'« Entraide Bretonne à Paris », et en règle générale les Bretons émigrés, les Bretons d'Irlande, du Maroc, du Canada, les jeunes nationalistes flamands...

En Bretagne nous avons reçu autant d'aide de personnes appartenant à l'étranger, que des simples Bretons étrangers à toute association politique, mais qui furent cependant présents là où il le fallait et quand il le fallait.

Sans cette aide générale, il est probable que nous serions encore dans notre cellule à St-Nazaire. A tous, merci.

(1) Nous remercierons individuellement par courrier toutes les personnes ayant souscrit à l'« Avenir ».

Edité par la SOCIÉTÉ PRESSE  
Directeur : Yann FOUERE  
Le gérant, responsable de la Publication :  
J. F. CLENET

PROCHAIN NUMÉRO :  
JEUDI 13 OCTOBRE

Imprimerie

LES PRESSES BRETONNES

12, Rue Poulain-Corbion

ST-BRIEUC, Tel. 33.08.36

Dépot légal : N° 1270